

GAZA : halte au massacre !

Un accord vient d'être trouvé entre Israël et le Hamas pour une pause du feu de 4 jours reconductible et la libération d'otages détenus par le Hamas et de prisonniers palestiniens.

Nous nous en réjouissons de cette trêve mais notre exigence est celle d'un cessez-le-feu total et immédiat et la levée du blocus de Gaza.

Cet après-midi un premier échange d'otages devait avoir lieu. Nous nous en réjouissons mais notre exigence est celle de la libération immédiate et sans condition de tous les otages, qu'il s'agisse de civils israéliens emmenés dans Gaza ou des civils palestiniens parfois enfermés depuis des années dans les prisons israéliennes, sans charge et sans procès.

Un cessez-le-feu complet, immédiat et la fin du blocus sont une exigence de tous les peuples. Il nous faut l'imposer. Pour cela des sanctions de grande ampleur contre l'État d'Israël sont nécessaires.

Car, rien ne peut justifier l'horreur absolue qui s'abat sur Gaza et les Gazaoui·e·s : des milliers de civils tués, des milliers d'enfants tués, des blessés que l'on doit opérer sans anesthésie... Les hôpitaux sont détruits. L'eau, l'électricité, la nourriture, les médicaments font défaut. Les villes sont dévastées. La population est poussée à l'exil. Déjà éprouvés par 16 ans de blocus israélien, les gazaoui·es sont privés d'eau, d'électricité, de gaz, de carburant, de nourriture. L'asphyxie est totale.

Nous condamnons sans réserve la mort de civils de part et d'autre. Nous condamnons les crimes de guerre commis contre la population de Gaza par l'armée israélienne et les crimes de guerre du Hamas contre la population civile israélienne.

Mais nous refusons les discours de ceux qui ne voient que les droits d'Israël et ne condamnent ni les crimes commis à Gaza, ni ceux de Cisjordanie. Car, pendant que le monde entier a les yeux tournés vers Gaza, en Cisjordanie les colons protégés par l'armée israélienne, détruisent des maisons, des villages, des vies. Israël poursuit sa politique d'occupation et de colonisation qui ruine toute perspective pacifique et crée les conditions de nouvelles explosions de violence.

Pour les faire cesser, il faut imposer à Israël le respect du droit international, la fin de l'occupation, de la colonisation. Il faut que la France et l'Union européenne reconnaissent enfin l'État de Palestine, sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Une solution politique doit être trouvée pour mettre fin définitivement à ce conflit. En effet, un conflit ne peut avoir que deux issues : soit un camp écrase l'autre, plus ou moins vite (et ici, nous savons tous lequel peut écraser l'autre), soit les deux s'assoient à une table et se mettent d'accord dans le respect du droit international.

Nous sommes solidaires du peuple palestinien dans son combat pour la reconnaissance de ses droits. C'est pourquoi le MRAP est présent ici ce soir comme il l'est partout en France.